

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages dans le département des Côtes-d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 1992, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « SILARD René », autorisant l'exploitation à TREVRON au lieu-dit « La Priquetais » d'un élevage avicole de 64000 animaux équivalents (poulets de chair) ;
- VU la demande présentée le 24 mars 2003 par l'installation classée « **SILARD Christophe** », sise « La Priquetais » en TREVRON, en vue de la régularisation administrative d'un élevage avicole de 82350 animaux-équivalents (poulets de chair), ainsi que la mise en place d'une unité de compostage de fumier brut et la mise aux normes du plan d'épandage, en TREVRON au lieu-dit « La Priquetais » (Section C2 n°1010-1012) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

- VU** les délibérations des conseils municipaux de CALORGUEN (6 juin 2003) - BRUSVILY (19 septembre 2003) - SAINT ANDRE DES EAUX (23 septembre 2003) - SAINT JUVAT (11 septembre 2003) - TREVRON (26 septembre 2003) - BOBITAL (10 octobre 2003) - SAINT CARNE (3 octobre 2003);
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 7 septembre 2004 ;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 21 janvier 2005 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage à 25 mètres du forage le plus proche ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe hors zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de DINAN OUEST;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 13115 UN, dont 5300 UN seront mises à la disposition de 2 prêteurs et 7815 UN réparties sur 50,68 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 154 UN/ha ;

CONSIDERANT que des parcelles (« *SILARD Christophe* » : D1 N°616-639 – « *G.A.E.C. VILLE GARNIER* » : A1 N°242, C2 N° 237, D1 N°72-75-86-95-112-113, D2 N°313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-473-475-476-477-478-480-482-484-491-500) sont comprises dans le périmètre de protection rapproché de la retenue de « Pont Ruffier » sur le GUINFORT au HINGLE (*réglementé par arrêté préfectoral du 20 juillet 1993*) ;

CONSIDERANT que des parcelles (« *E.A.R.L. GOUPIL FAISANT3* : C N°665-666, B N°893); sont comprises dans le périmètre de protection éloigné du captage de la « Ville Bezié » et du forage de « Carméroc » en TREFUMEL (*réglementé par arrêté préfectoral 9 décembre 1997*) ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « SILARD Christophe », à installer et exploiter à « La Priquetais » (section C2 n°1010-1012) en TREVRON, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 82350 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit (*sous réserve que la rotation des productions permette de limiter la production d' azote à 13115 kg par an*) :

	Site « La Priquetais »	
1 ^{er} cas	82350 poulets de chair ou pintades	soit 82350 animaux équivalents
2 ^{ème} cas	27450 dindes de chair	soit 82356 animaux équivalents

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 – installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2.3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3050 m²

2.3.2 – Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.4 – GESTION DES DEJECTIONS :

2.4.1 – Tiers prêteurs :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours.

Dans l'hypothèse où les contrats de mise à disposition de terres d'épandage ne seraient pas respectés ou renouvelés par les contractants, ou de leur rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation de l'élevage.

2.4.2 – Epannage :

Pour l'épandage des parcelles situées dans le périmètre de protection du « Pont Ruffier » au HINGLE, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993.

Pour l'épandage des parcelles situées dans le périmètre de protection éloigné du captage de « La Ville Bézié » et du forage de « Carméroc » à TREFUMEL, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1997

2.5 – *PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX FORAGES EXISTANTS :*

Le forage existant sur la parcelle C2 n°: 1012 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

a) Un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrage est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;

b) la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;

c) les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

d) le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;

e) l'interconnexion avec le réseau public est interdite;

f) l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

ARTICLE 3 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 5 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de TREVRON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de TREVRON pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « SILARD Christophe ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « SILARD Christophe » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

La décision préfectorale susvisée du 2 janvier 1992 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 8 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de DINAN,

Le Maire de TREVRON,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de CALORGUEN - BRUSVILY - SAINT ANDRE DES EAUX - SAINT JUVAT - BOBITAL - SAINT CARNE - LE HINGLE pour information.

11 FEV. 2005

SAINT-BRIEUC, le

LE PREFET,



Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT